La Belgique s'est abstenue lors de l'élection du Rwanda au CS

@rib News, 22/10/2012 â€“ Source BelgaLa Belgique s'est abstenue jeudi dernier lors de l'Ã©lection du Rwanda au Conseil de sÃ©curitÃ© de l'ONU pour la pÃ©riode 2013-2014 en raison du soutien apportÃ© par Kigali Ã une rÃ©bellion active dans l'E de la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC), a annoncÃ© lundi le ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res, Didier Ryenders.
Â«Â Nous nous sommes abstenus (...) pour marquer le coupÂ Â» Ã la suite de l'apparition d'Ã©lÃ©ments sur l'implication d'un pays voisin dans cette mutinerie, a-t-il affirmÃ© Ã l'issue d'un entretien Ã Bruxelles avec le Premier ministre congolais Augustin Matata Ponyo Mapon, en visite en Belgique et en Allemagne cette semaine.
Â«Â Une abstention est comptabilisÃ©e en bout de course comme une oppositionÂ Â» Ã la candidature du Rwanda - qui a pourtant Ã©tÃ© Ã©lu jeudi membre non permanent pour une durÃ©e de deux ans par 148 voix sur un total de 193 pays membres de l'AssemblÃ©e gÃ©nÃ©rale -, en dÃ©pit d'un rapport confidentiel mais accablant sur son soutien Ã la rÃ©bellion du M23 dans l'est de la RDC. Kigali a toujours dÃ©menti ces accusations, parlant d'un Â«Â rapport erronÃ©Â Â» et de Â«Â manipulationÂ Â».Â«Â Voir un pays impliquÃ© dans un dossier de ce point de vue siÃ©ger au Conseil de sÃ©curitÃ© cela Ã©videmment pas notre prioritÃ©Â Â», a expliquÃ© le chef de la diplomatie belge.Juste avant le vote, la dÃ©lÃ©gation congolai l'ONU avait objectÃ©, sans succÃ¨s que le Rwanda n'Ã©tait pas digne de siÃ©ger au Conseil de sÃ©curitÃ© en raison de son Â«Â rÃ´le dÃ©stabilisateurÂ Â» sur son territoire.Un argument rÃ©pÃ©tÃ© lundi par M. Matata lors d'un point de presse conjoin le chef de la diplomatie belge.Â«Â Il nous paraÃ®t tout Ã fait contradictoire qu'un pays qui joue un rÃ´le de dÃ©stabilisation de notre nation, qui est identifiÃ© comme un appui aux "forces nÃ©gatives" - dont des personnes recherchÃ©es par la Cour pÃ©nale internationale (CPI), comme le gÃ©nÃ©ral Bosco Ntaganda - puisse accÃ©der au Conseil de sÃ©curitÃ©Â Â», a-t-il di parlant de Â«Â signal nÃ©gatifÂ Â» donnÃ© par la communautÃ© internationale.M. Matata a rappelÃ© que l'Est de la RDC est depuis plusieurs mois le thÃ©Ã¢tre d'affrontements entre les Forces armÃ©es de la RDC (FARDC) et ce mouvement M23, qu'il a accusÃ© d'avoir Ã©tÃ© Â«Â initiÃ© et prÃ©parÃ© par un pays voisinÂ Â». Il n'a toutefois pas citÃ© explicitement le Rwa plus qu'"un autre" pays - qui est l'Ouganda, lui aussi accusÃ© par le mÃªme rapport de soutenir les rebelles.CoopÃ©ration militaireLe chef du gouvernement congolais a appelÃ© la Belgique Ã renforcer sa coopÃ©ration militaire avec la RDC, qui a dÃ©jÃ permis de former notamment deux bataillons d'Ã©lite actuellement dÃ©ployÃ©s dans la province du Nord-Kivu (est).Â«Â Nous apprÃ©cions tous les efforts que la Belgique a dÃ©ployÃ©s et nous pensons que la Belgique en tant que partenaire historique et solide de la RDC devra continuer Ã appuyer les forces armÃ©es congolaises par cette coopÃ©ration bilatÃ©rale que nous voudrions renforcerÂ Â», a affirmÃ© M. Matata.M. Reynders a pour sa part assurÃ© une nouvelle fois que la Belgique est Â«Â prÃªte Ã poursuivre et renforcer son travail de formation en la matiÃ¨reÂ Â».Mais il a rÃ©itÃ©rÃ© son souh d'une Â«Â rÃ©formeÂ Â» et d'une Â«Â professionnalisation en profondeurÂ Â» de l'armÃ©e congolaise.MM. Reynders et Matata tous deux plaidÃ© en faveur d'un renforcement de la Mission des Nations unies pour la stabilisation du Congo (Monusco), qui est dÃ©jÃ l'une des principales opÃ©rations onusiennes de maintien de la paix.Â«Â Le renforcement de la Monusco est une prioritÃ© aujourd'hui. La Monusco doit Ãªtre revigorÃ©e. DÃ©jÃ prÃ©sente, elle constitue une alternative crÃ©dible et rÃ©alisteÂ Â» au dÃ©ploiement d'une force internationale neutre envisagÃ©e par les pays de la rÃ©gion pour Ã©radiquer les nombreux groupes armÃ©s prÃ©sents dans l'est congolais, a soulignÃ© M. Matata.Selon lui, l'implication de deux pays voisins dans la mutinerie du M23, en cours depuis fin avril, n'est en effet pas de nature Ã favoriser le dÃ©ploiement de cette force - dont la mise sur pied a dÃ©jÃ fait l'objet de plusieurs sommets rÃ©gionaux, mais sans rÃ©sultats tangibles.Sans rÃ©cuser l'idÃ©e de cette force neutre, M. Reynders a soulignÃ© qu'elle Â«Â devra s'appuyer sur la logistique et les moyens d'action de la MonuscoÂ Â».